

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 4 JUILLET 1978 - n° 732

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

MOULINEX VOTE MASSIF POUR LA POURSUITE



- **Caen** : les 3/4 des travailleurs votent à main levée la poursuite
- **Falaise** : 90 % pour la continuation de la lutte
- **Argentan, Vilaine-la-Juhel, Mamers** : ils continuent
- **Saint-lô** : la direction désavouée ferme l'usine
- **Alençon** : plusieurs centaines d'ouvriers toujours en grève

ARSENAUX

**Les travailleurs se prononçaient
lundi sur les propositions de Bourges**

Lire notre article en page 8

LIBAN : SYRIENS CONTRE PHALANGISTES



Lire notre article en page 6
et la suite de l'interview
des «Comités Patriotiques»
du Liban.

Le «goulag» est-allemand : 8 ans de prison pour Rudolf Bahro

Le «dissident» est-allemand Rudolph Bahro vient, au terme d'un procès à huis clos, d'être condamné à 8 ans de prison pour «espionnage». L'objet du délit : il avait écrit un livre *L'alternative* dénonçant certains aspects de la dictature qui règne dans son pays. Il avait été longtemps membre de l'appareil du parti révisionniste est-allemand.

Citroën : le cœur sur la main pour Pinochet

Pinochet, un homme dont le nom est devenu synonyme de terreur, de meurtres, de tortures. Un nom qu'on peut ranger aux côtés de celui de Hitler comme symbole de la barbarie fasciste.

C'est à cet homme là que Citroën vient d'offrir un cadeau. Une CX «prestige», tout exprès comme pour lui. Pour la direction de la firme française, «c'est un symbole des liens qui unissent depuis plus de vingt ans Citroën au Chili».

Ainsi donc, il existe en France, dans les plus hautes sphères de l'industrie, et donc de l'Etat bourgeois, des gens qui sont capables d'amitiés envers Pinochet, des gens qui sont capables de faire des cadeaux à celui qui n'offre à son peuple que mort et misère.

Chirac contre l'élargissement de l'Europe

Dans un discours en province, Chirac, sur un ton très virulent, s'est déclaré opposé à l'entrée de l'Espagne et d'autres pays méditerranéens dans le Marché commun, en raison des problèmes de concurrence que cela poserait aux agriculteurs français. Un signe de plus de l'approfondissement des contradictions au sein de la droite. Et par ailleurs, des convergences entre socialistes et giscardiens.

Lire en page 3

A nos lecteurs

A nos lecteurs :
La période des vacances étant engagée, Le Quotidien du Peuple, se présente à dater de ce jour avec une pagination réduite, comme cela avait déjà été le cas l'année dernière.

● Le pouvoir ne s'est jamais fait faute de célébrer l'action entreprise par lui pour supprimer les bidonvilles comme extrêmement humanitaire, et comme témoignage de cette activité bienfaitrice du pouvoir et du patronat, on vous citera volontiers les foyers pour travailleurs migrants, et notamment les plus modernes d'entre eux, construits et gérés par la Sonacotra.

Mais voyons ce qui se cache derrière ces façades.

QUI MANGE LE PAIN DES IMMIGRÉS ?

La propagande gouvernementale et celle des partis réactionnaires affirment ou insinuent constamment que les logements, la construction de foyers, la formation professionnelle ou l'alphabetisation coûtent cher au Trésor public. « Les Immigrés mangent le pain des Français », voilà la leçon que les patrons et le pouvoir veulent apprendre aux ouvriers français.

Pour faire oublier les profits qu'ils tirent du travail des prolétaires de toutes nationalités, la propagande des patrons entretient l'ignorance de la réalité dans le peuple français et cherche à faire des travailleurs immigrés des boucs émissaires de la crise.

UN DÉTOURNEMENT DE FONDS «LEGAL»

Dans sa récente circulaire du 6 juin Stoléro, préposé aux mensonges gouvernementaux sur l'immigration, accuse les grévistes dans les foyers d'immigrés de détourner l'argent du FAS (Fonds d'Action Sociale), organisme qui finance dans une large mesure des sociétés telles que la Sonacotra.

Mais d'où vient l'argent du FAS, dont le budget s'élève à 460 millions de francs nouveaux ? A 80 % cet argent provient des cotisations sociales et familiales qui ne sont reversées que très partiellement aux travailleurs immigrés, sous prétexte que leurs familles sont restées dans les pays d'origine.

Les travailleurs immigrés, qui paient les mêmes cotisations sociales ou de chômage, les mêmes impôts directs et indirects que les Français, se voient ainsi privés d'allocations familiales ou de salaire unique, auxquels les Français ont droit. Le détournement atteint des proportions considérables puisqu'en 1976 une famille de quatre enfants vivant dans le pays d'origine a subi une perte de :

- 6 000 F si elle est yougoslave,
- 6 700 F si elle est algérienne ou tunisienne,
- 7 700 F si elle est sénégalaise
- et 8 300 F si elle est malienne !

C'est le vol «légal» que Stoléro baptise «argent pour les Immigrés» dans sa circulaire, et ce sont les immigrés que le gouvernement accuse de détourner l'argent du FAS !



L'incendie d'un foyer Sonacotra : un aspect de la politique de répression.

OU VA L'ARGENT DÉTOURNÉ ?

Mais le scandale ne se limite pas au détournement. Le FAS, qui finance en principe à titre complémentaire les réalisations sociales destinées aux travailleurs étrangers et à leurs familles, redistribue les fonds ainsi collectés. Là encore, la vérité mérite d'être connue. Le FAS a financé et finance la mise en place du Réseau National d'Accueil, constitué de bureaux généralement confiés à des associations privées. A la tête de ces associations, on trouve des représentants des banques, des grosses entreprises, des préfets, des militaires en retraite. Ainsi à Lyon, au conseil d'administration de la «Maison du travailleur étranger», on trouve des représentants de la Rhodiacéta, de Berliet, du Lion's club, de la banque Morin, un colonel et un fonctionnaire de la préfecture. Les responsables des bureaux d'accueil départementaux reçoivent des salaires de plus d'un million d'anciens francs par mois !

Mais le FAS finance aussi la formation et la préformation des immigrés prend en charge les cours de français pour les réfugiés politiques, qui incombent en principe à l'Education nationale et au Quai d'Orsay. Le FAS paie les centres de documentation sur l'immigration, les émissions de FR 3, TF 1 et France-Inter destinées aux immigrés. Le FAS paie les voyages de retour des saisonniers agricoles, en principe payés par les employeurs. Le FAS finance les enquêtes et recherches économiques ou sociologiques sur l'immigration. Enfin, il éponge les déficits de gestion des sociétés immobilières, telles que la

Avec les travailleurs immigrés des foyers en lutte : faire échec à Stoléro

STOLÉRU N'EN EST PLUS A SON PREMIER MAUVAIS COUP...

En septembre 77, devant la montée du chômage, le gouvernement cherche un bouc émissaire : les travailleurs immigrés devront en faire les frais ! Stoléro, avec l'échec de la «campagne du million» octroyé aux travailleurs immigrés qui rentreraient dans leur pays, décide d'enlever aux familles immigrées le droit au travail ! Elles pourront venir en France, mais pas question d'obtenir de carte de travail !

Quelques mois plus tard, de nouvelles menaces pointent contre les grévistes des foyers, avec une attaque directe contre le Comité de coordination, accusé d'«entretenir un climat de violence et d'insécurité dans les foyers».

Depuis quelques semaines, les menaces proférées contre le Comité de Coordination, contre la lutte dans les foyers sont précisées.

DIVISER, RÉPRIMER

Elles sont de deux ordres : une série de mesures prétendues d'aide au logement, qui a pour but de diviser les résidents et les inciter à payer le loyer ; une série de mesures directement répressives, avec assignation d'une centaine de délégués et de résidents combattifs devant les tribunaux. Les tribunaux ont pour mission d'exiger de ces résidents qu'ils règlent le montant des loyers depuis le début de la grève : pour certains, la somme dépasse le million ! Faute de quoi ils doivent être exclus des foyers, leurs biens personnels réquisitionnés !

Avec cet ensemble, Stoléro et la Sonacotra espèrent, à la faveur des congès, en finir avec cette lutte, qu'ils n'arrivent pas à endiguer depuis plus de trois ans.

LA RIPOSTE

Immédiatement, le Comité de coordination appelle à la mobilisation, expliquant les dangers qui pèsent sur la lutte :

SUR L'AIDE PERSONNALISÉE AU LOGEMENT (APL) ET L'AIDE TRANSITOIRE AU LOGEMENT (ATL)

Notre position est claire : l'APL comme l'ATL, ne correspondent pas à notre revendication sur les loyers.

Ce que nous deman-

ons, ce n'est pas qu'on nous «aide» à accepter n'importe quel loyer exorbitant et n'importe quelle majoration fantaisiste.

Ce que nous réclamons, c'est le rééquilibrage des tarifs et leur adaptation aux conditions offertes. C'est la structure des tarifs qui doit être fondamentalement modifiée pour ne tenir compte que des seules charges effectives et justifiées.

Or l'APL, c'est la porte ouverte à l'arbitraire des tarifs fixés par les sociétés gestionnaires qui sont, elles, les véritables bénéficiaires de l'aide venant du FAS (donc de notre argent).

D'autre part, l'APL et l'ATL introduisent la discrimination entre les résidents : elles partent des ressources personnelles de chacun, alors que le logement est uniforme pour tous : les 4 000 F de salaire, comme les 1 800 F de salaire, couchent tous dans 6,5 m² de chambre, subissent le même règlement intérieur et le non-respect des conditions d'hygiène et de sécurité.

L'APL, pour être juste, devrait être uniforme et indexée aux tarifs et à leurs variations.

SUR LES PRÉPARATIFS DE RÉPRESSION PENDANT L'ÉTÉ

Le mardi 23 mai 1978, Stoléro a réuni les états-général et sociétés et associations gestionnaires de foyers pour

● ordonner une augmen-

tation de 6,5 % générale dans tous les foyers, à faire homologuer par la Direction Départementale de la Concurrence et des Prix.

● régler les détails de la relance des saisies sur salaires contre les travailleurs ;

● envisager des mesures «énergiques» pour «arrêter le conflit» et neutraliser les «meneurs nationaux».

Cela veut dire que profitant des départs massifs pour les vacances, Stoléro va engager, de concert avec les tribunaux et la police qui auront reçu des ordres précis, une vague de répression sans précédent contre les milliers de travailleurs en grève pour leurs revendications légitimes, en les expulsant des foyers, comme aujourd'hui les CRS envahissent les usines en grève pour arrêter et évacuer les travailleurs !

Cela veut dire que Stoléro va s'engager dans une nouvelle escalade d'expulsions hors de France des soi-disant «meneurs» pour «troubler de l'ordre public» !

Camarades travailleurs, aujourd'hui plus que jamais le comité de coordination des foyers Sonacotra en grève vous appelle à redoubler de vigilance, à renforcer la mobilisation et à vous tenir prêts à riposter, comme par le passé, à toutes les menées répressives de la Sonacotra et du pouvoir, pour que vive notre lutte jusqu'à la satisfaction complète de nos revendications.

Ce que déclarait l'Humanité d'alors

«La Sonacotra et le gouvernement viennent de trouver un renfort imprévu dans un «comité de coordination» qui déclare représenter les 47 foyers en lutte et qui, par ses revendications démagogiques et son intransigeance, a contribué à faire échouer les négociations avec la direction de la Sonacotra.

M. Dijoud a une fois de plus trouvé dans les gauchistes un facile moyen de diversion. Mais ce sont les travailleurs immigrés qui feront les frais de telles orientations aventuristes.»

(HUMANITÉ DU 20. 2. 76.)

C'était en février 76 alors que les menaces d'expulsion brandies par Poniowski (ministre de l'Intérieur à l'époque) pesaient sur les délégués du comité de coordination. Le PCF ne trouvait rien de mieux que l'insulte et la calomnie à l'encontre du comité de coordination.

Quand en avril, 16 délégués de la coordination seront expulsés, le PCF fut complètement absent du mouvement de protestation. Pensez : ses dirigeants avaient eux-mêmes justifié par avance ces mesures.

Cette série d'articles a été réalisée en commun par les rédacteurs du Quotidien du Peuple et de L'Humanité Rouge.

Application du plan Barre

● LOYERS PLUS CHERS ● MÉTRO PLUS CHER ● CHARBON PLUS CHER

Méthodiquement le plan Barre continue à être appliqué. En présentant sa politique devant l'Assemblée nationale, en avril, le Premier ministre avait avancé une série de hausses impressionnantes des services publics. Ces hausses devaient s'étaler jusqu'au 1^{er} juillet, pour être ensuite relayées par la «libération» des prix du secteur privé. On sait que

cette «libération» là a déjà été réalisée pour un certain nombre de produits. Barre est donc en avance sur son calendrier.

Pour ce qui est des services publics, après les hausses de mai et juin (SNCF, EDF, Charbonnages, PTT, tabac, et cigarettes, fuel, essence), une nouvelle vague a pris effet dès samedi.

Les loyers tout d'abord : les loyers HLM augmentent de 10 %, les loyers soumis à la loi de 1948 augmentent de 6,5 à 11 %, et les loyers libres augmentent aussi dans une proportion équivalente.

La RATP ensuite : le ticket de première classe augmente de 11,8 % et celui de seconde classe de

13,6 %. La carte orange, largement utilisée par les travailleurs, augmente de 20 %. C'est sans doute ce que Barre appelle la réduction des inégalités.

Le charbon enfin : + 13 % pour le charbon d'usage domestique, + 5 à 6 % pour le charbon à usage industriel. Cette dernière hausse se répercutera évidemment sur les prix des ventes.

CHIRAC CONTRE L'ENTRÉE DE L'ESPAGNE DANS LE MARCHÉ COMMUN

Une pomme de discorde de plus entre Giscard et Chirac. Ce dernier vient, dans un discours prononcé à Castelnaudary (Aude) de se prononcer nettement contre l'entrée de l'Espagne, mais aussi d'autres pays (Grèce, Portugal, Turquie) dans le Marché commun.

Les divergences entre Giscard et Chirac sur les problèmes européens ne datent certes pas d'hier. Mais qu'ils viennent ainsi sur la table de façon si tranchée, montre une étape de plus dans la détérioration des rapports entre les deux composantes de la droite.

La raison mise démagogiquement en avant par Chirac, c'est les difficultés auxquelles se trouverait confrontée l'agriculture française face à la concurrence des pays d'Europe du Sud, dans les domaines du vin, et des fruits et légumes. Sur le plan politique, il a insisté sur les problèmes supplémentaires que poserait l'entrée de l'Espagne ou d'autres pays : le passage de l'Eu-



Giscard rencontrant Carrillo. De son côté Chirac s'élève contre l'entrée de l'Espagne dans la CEE.

rope des six à celle des neuf ayant mis des obstacles à une politique commune, l'entrée de nouveaux pays entraînerait, pour le leader du RPR, une paralysie totale des institutions communautaires.

Dans cette nouvelles prise de position hostile à la politique giscardienne, on voit de nouveau se pré-

parer l'horizon 1981, par la distance que prend une fois de plus le RPR par rapport aux aspects les plus impopulaires de la politique giscardienne : outre la démagogie sur la situation des agriculteurs français dans une Europe élargie. Chirac a préconisé une loi permettant la chaptalisation des vins et des mesures assurant une ga-

rantie des prix agricoles.

Cette brutale prise de position du chef du RPR va en tout cas faire apparaître, sur un point supplémentaire, les convergences existant entre les socialistes et les giscardiens, tous partisans de l'élargissement de la communauté, envers et contre le RPR d'un côté et le PCF de l'autre.

Procès de Oriach, Lapeyre et Gérard

PEINES LEGEREMENT DIMINUEES MAIS LA REPRESSION CONTINUE

La Cour d'appel de Paris a diminué les peines infligées à Frédéric Oriach, Michel Lapeyre et Jean-Paul Gérard, accusés de transport d'armes pour le compte des NAPAP. Diminution toute relative d'ailleurs : le 23 mars dernier, ils avaient été condamnés à 7 ans de prison, dont deux avec sursis, en vertu d'une loi d'exception (voir QdP du 30 juin). La Cour d'appel a «ramené» la peine à 5 ans de prison, dont

un avec sursis.

Le procureur a honteusement justifié l'application de cette loi d'exception, qui vise les «terroristes», en déclarant : «Un proxénète porteur d'armes de cette nature serait moins dangereux». Le procureur est donc plus indulgent avec les proxénètes qu'avec des jeunes qui approuvent l'assassinat de Tramoni, lui-même assassin de l'ouvrier Pierre Overney...

Les inculpés ont, quant à eux, expliqué leur geste par la voix de Oriach : «Ce que nous voudrions dire, c'est notre révolte contre la société, cette société qui nous exploite depuis l'âge de 17 ans. J'étais à Boulogne, en février 72, lorsque mon copain Overney fut abattu par Tramoni. Ce jour-là, nos espoirs de liberté et de justice sociale s'effondraient face à la cruauté imbécile et lâche d'un tueur professionnel à

la solde du patronat.»

Cette révolte — même dévoyée — fait peur à la bourgeoisie, qui continue à employer des méthodes scandaleuses face aux inculpés : présence du groupe d'intervention de la gendarmerie dans la salle du procès, confiscation de leur correspondance, nuit passée au mitard avant l'audience, etc. La voilà bien, la véritable violence, celle de la bourgeoisie.

Deux élections législatives annulées

Le Conseil constitutionnel vient d'annuler l'élection de Servan-Schreiber comme député de Nancy. Celui-ci avait été proclamé élu d'extrême justesse avec 22 voix d'avance contre le socialiste Yvon Tondon. Vérification faite par le Conseil constitutionnel, ce sont en fait seulement quatre voix qui séparaient les deux candidats du second tour. C'est une distribution de tracts la veille du second tour qui motive l'invalidation.

Chacun sait que le Conseil constitutionnel — c'est écrit dans la Constitution — est politiquement indépendant. On ne peut s'empêcher de penser que cette invalidation ressemble fort à un règlement de compte au sein de la majorité. Servan-Schreiber n'est guère apprécié du côté RPR, où on le qualifie de

turlupin. De la part de l'UDF, même si JJSS en a été l'un des principaux fondateurs, on trouve pour le moins encombrant ce personnage que Barre avait qualifié, pendant la campagne électorale, d'«esprit original». Son étoile a pâli depuis les élections, en égard aux piètres résultats du Parti radical.

Pour simplifier les choses, soulignons de plus qu'une défaite à cette élection — où il a déclaré vouloir se représenter — risquerait fort de compromettre sa place à la tête du parti radical.

Le Conseil constitutionnel a également invalidé l'élection du socialiste Wilquin dans la 4^e circonscription du Pas-de-Calais. Les deux élections partielles auront probablement lieu à la rentrée.

ONU : FIN DE LA SESSION SUR LE DÉARMEMENT

A la clôture de la session de l'ONU sur le désarmement, l'Assemblée a adopté un document par consensus, c'est-à-dire sans vote. Elle a décidé de créer un nouvel organisme, de négociations, le comité de désarmement lié à l'ONU, contrairement à la conférence de Genève. Ce comité ne serait plus présidé par les USA et l'URSS, mais par tous les membres, par rotation.

Le document préconise «la cessation des expériences nucléaires». La délégation française s'est dissociée de cette formulation, déclarant : «Les deux

puissances les plus armées ont accumulé, à l'aide des nombreuses expériences auxquelles elles ont procédé, un nombre de données suffisantes pour procéder à toutes les améliorations qualitatives voulues sans l'expérience nouvelle.»

De son côté, le délégué chinois a dénoncé «le stratagème nucléaire des superpuissances pour consolider leur monopole et leur suprématie et lier les mains aux autres pays.» Il a rappelé les positions de la Chine en faveur de «l'interdiction totale et de la destruction complète des armes nucléaires.»

DES DISSIDENTS AU CERES

La publication de textes par des militants du PCF dans la presse extérieure à leur parti semble déteindre sur d'autres. Dix-huit militants du CERES viennent d'écrire dans *Rouge* un texte, où ils critiquent tant la direction de leur parti que celle du CERES. Ils y écrivent notamment : «Un certain nombre de militants appartenant au courant 2 du PS n'ont pu s'exprimer lors du XII^e colloque du CERES, pas plus qu'ils ne peuvent le faire dans la presse interne du parti.»

Ils s'opposent aux attaques contre Rocard, et préconisent, pour relancer l'union de la gauche. La constitution de «comités de quartier PC/PS avec des sympathisants de l'union de la gauche, pour lutter et réfléchir en commun». Comme le réclament déjà certains oppositionnels du PCF.

Ces oppositionnels y décrivent leur parti dans des termes peu engageants : «Le PS est un parti de type monarchique autour de son premier secrétaire, encore trop dominé par les valeurs bourgeoises dont ses militants ne sont pas débarrassés.»

Certes...

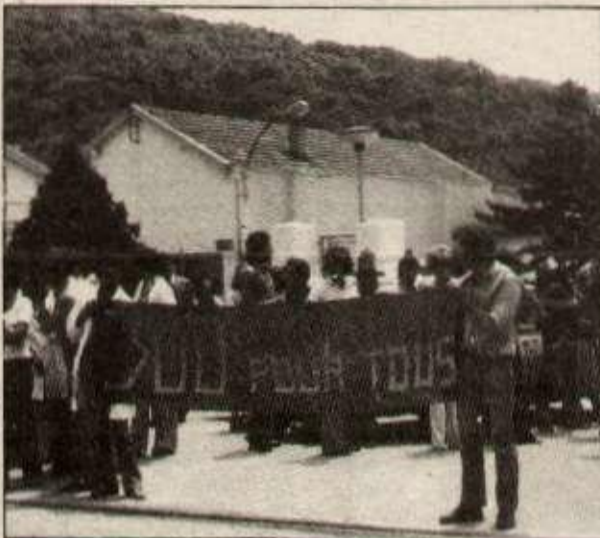
PROCES BIRAGUE-TROUVÉ : DES SILENCES ACCUSATEURS

Le Docteur Birague a été condamné à 18 ans de réclusion, tandis que ses co-accusés en prenaient respectivement 12 ans pour Portais, et 8 pour Picard. Le trouble soigneusement entretenu lors du procès, par ses nombreux silences, mensonges ou affabulations, n'aura pas manqué, pour les jurés, de faire la preuve des responsabilités des inculpés.

Birague, ancien président CDR de Haute-Garonne, instigateur de l'exécution de Trouvé, journaliste au *Meilleur* et ex-nazi-français, condamné à la Libération, aura tout le temps de préparer d'autres règlements de compte...

LUTTES OUVRIERES

Becton Dickinson (Grenoble) : 3 ouvriers licenciés, l'usine est occupée !



A Pont de Claix, dans la banlieue grenobloise, les 650 travailleurs et travailleuses de Becton Dickinson, multipliaient depuis un mois les débrayages. Les grévistes de cette entreprise spécialisée dans la fabrication d'instruments chirurgicaux réclament une amélioration de leurs conditions de travail et une augmentation de leur salaire.

En réponse, la direction vient de licencier trois grévistes. Elle a en outre lock-outé une partie des travailleurs, qui ont, eux aussi, fait rapidement connaître leur réponse à la répression qui les frappe : ils ont choisi de durcir leur mouvement en se mettant en grève totale avec occupation de leurs locaux de travail.

Les agents d'accompagnement des trains de la région Paris Nord, ont terminé lundi, le mouvement de grève qu'ils avaient engagé jeudi soir dernier. Ce mouvement suivi également à Paris-Austerlitz, avait pour objectif l'augmentation des effectifs. La direction SNCF a refusé de répondre à ces exigences. Il faudra encore d'autres mouvements, plus puissants, pour l'obliger à céder !

Sidérurgie : 1 000 nouveaux licenciements, à Sacilor !

Après Usinor Thionville, de nouveaux licenciements consécutifs au plan de restructuration de la sidérurgie, viennent d'être annoncés cette fois par la direction du groupe Sacilor Sollac : 1 150 travailleurs de différentes usines, sur les 9 800 que compte le groupe, sont menacés d'être mis à la rue dans les mois qui viennent.

Pour se garantir, croit-elle, de toute riposte, la direction du trust sidérurgique multiplie depuis l'annonce de cette décision, les attaques contre les plus combattifs des militants syndicaux. Ainsi à Sacilor Rombas, plusieurs délégués cégétistes viennent de se voir sanctionner pour les motifs les plus futiles. Par l'addition de ces avertissements, il s'agit bien sûr d'abo. ir au licenciement.

En outre, des lettres de menaces dont on ne connaît pas officiellement les auteurs ont été envoyées à certains militants. Il ne faudrait pas chercher bien loin pour savoir de quels individus elles émanent...

PTT : vers un démentèlement définitif ?

Des bruits de plus en plus persistants circulent, quant à un démentèlement définitif de l'administration des PTT, ceci après la publication du Rapport Nora «*recommandant*» la création d'une société nationale des télécommunications. Des licenciements, nombreux et des mutations s'en suivraient automatiquement. Le secrétaire de la fédération FO des PTT s'en est ému... à sa façon. «*La scission des PTT entraînerait une grève générale*» a-t-il déclaré en fin de semaine dernière, au cours d'une conférence de presse. Ce monsieur, responsable d'une organisation plus à l'aise dans les salons patronaux et autres, a bien raison d'avoir peur ! Un démentèlement des PTT a toutes les chances aujourd'hui, de se voir opposer une ferme riposte des postiers !

Donremy (Paris) : six semaines de grève

UNE SECTION SYNDICALE CRÉÉE, 150 F ARRACHÉS

La librairie de la rue Donremy a repris ses habits de travail après six semaines de grève.

Les revendications des employés visaient le rattrapage des salaires que le patron n'avait pas augmentés depuis 1976 sous le chantage de la mauvaise «santé» des finances, mais aussi de meilleures conditions de travail et la prise en compte des acquis d'autres travailleurs, comme l'intégration des primes. Du côté du patron, c'était le blocage dès le début. Le réveil des employés l'a surpris : il a fait le chantage

bien connu du dépôt de bilan. Les employés ont durci leur action progressivement : «*Pas question de reprendre sans rien.*»

Le patron, qui refusait d'entendre parler de revendications et de grève, a dû se résigner à céder du terrain. Oh ! pas sur tout ! Il a louvoyé, cherché à diviser le personnel, jouant sur des différences de salaires que rien ne justifie.

Mais aujourd'hui, l'augmentation représente entre 100 et 200 F, bien que les salaires des employés restent bas comparés aux autres de l'édition (entre 600 et 1 000 F de différence).

Mais la grève avec occupation a marqué une première étape avec la création d'une section syndicale.

C'est aussi le balayage de certaines idées défaitistes comme quoi «*le patron ne lâcherait jamais, qu'il n'hésiterait pas à déposer le dépôt de bilan, surtout en période de chômage.*»

Les employés ont gagné avec leur unité et leur détermination. Ils ont pris en charge toute la grève du début à la fin avec l'aide active de l'Union locale, qui a permis alors que se tisse autour de Touzahi, une toile de sou-

tien dans toutes les entreprises du 13^e et même d'ailleurs (faculté de Jussieu, Hachette...)

Les collectes, les visites, les coups de téléphone en permanence ont été l'arme essentielle qui leur a permis de ne pas se sentir isolés pendant six semaines.

Reste à voir ce que le patron va faire aujourd'hui, après la reprise. Mais désormais, les employés de Touzahi savent qu'il est possible de se battre et de gagner.

Corr.

INFORMATIONS GENERALES

Lyon : le «patron de choc» se rend

Rolandez, le patron d'une entreprise lyonnaise a une certaine conception du règlement des conflits qu'il peut avoir avec ses employés : il n'hésite pas à utiliser une arme à feu quand il est à court d'arguments pour refuser une prime de vacances, pourtant due, à ses employés. Le délégué CGT en a fait les frais, recevant une balle au pied. Après son geste criminel, le PDG avait pris la fuite et s'était planqué dans sa voiture dans un parking du complexe de

Perrache. Après une nuit au frais, il s'est rendu aux flics et a été inculpé de blessures volontaires et port d'arme prohibé. Une conception du dialogue qui ne devrait pas déplaire aux partisans de la fermeté dans le contexte d'«ouverture sociale» qu'ils préconisent. Parions qu'il ne «moisira» pas en prison, et que la justice saura se faire conciliante avec ce «patron de choc». CRS, matraques et armes à feu, un enchaînement logique que l'on ne saurait accepter.

Mesrine par-ci...

Mesrine entretient sa légende, et continue ses insaisissables apparitions. C'est au Raincy en Seine St Denis, qu'il avait choisi de soigner son image de marque, et de remplir son porte feuille. Pour ce faire il vidait le coffre d'une succursale de la société générale, en se rendant chez le directeur de celle-ci, et «l'invitant» à aller ouvrir les coffres. Une prise d'otages, très mondaine, l'épouse du directeur de la succursale, reconnaît la courtoisie de Mesrine : «*J'ai rarement rencontré quelqu'un d'aussi poli et aimable.*», dira-t-elle après son aventure.

Décidemment Mesrine se fait de bons amis, et avec les 450 000 francs qu'il vient de «recevoir», pourra-t-il certainement en entretenir d'autres ?

QHS : les jurés ne suivent pas...

La Cour d'Assises de Paris a rendu son verdict dans l'affaire des Quartiers Haute Sécurité. Si l'un des inculpés, Pont, a été acquitté, ses deux co-détenus ont pris onze ans, pour Debrielle, et huit ans pour Ségard.

Si le procès a été celui des QHS, les peines s'adressent bien aux détenus, montrant ainsi que les jurés n'ont pas suivi la défense, refusant ainsi de remettre en cause un système de détention dans un autre système de détention.

VERSAILLES : LES AUTEURS DE L'ATTENTAT ARRÊTÉS

Les deux auteurs de l'attentat à l'explosif contre le château de Versailles, commis le 26 juin, ont été arrêtés en Bretagne. Après quelques heures d'interrogatoires, ils reconnaissent leur geste, dont la première estimation chiffre les dégâts à 500 millions de francs. Les «autonomistes» bretons ont expliqué qu'ils voulaient par ce geste détruire «un symbole de la culture impérialiste française». A n'en pas douter,

la culture bretonne aurait fait un bond dans la voie de l'indépendance ! En fait, les deux auteurs de l'attentat étaient depuis longtemps soupçonnés et suivis par les flics. Leur vigilance un moment relâchée, n'a fait que retarder une arrestation qui semblait déjà acquise. Le motif est maintenant tout trouvé pour les flics d'opérer quelques perquisitions, dans les milieux autonomistes bretons.

INTERNATIONAL

Somalie : reprise des bombardements de l'aviation éthiopienne

Jeudi, trois appareils de l'aviation éthiopienne ont bombardé la ville somalienne de Bletweine, faisant un mort et quatre blessés. Les bombardiers éthiopiens avaient déjà attaqué des localités du Nord de la Somalie la semaine précédente. Le gouvernement somalien a déclaré que la reprise de ces raids aériens «est la preuve que l'Ethiopie veut mettre en œuvre son intention d'envahir la Somalie». La junte éthiopienne prend prétexte de la continuation des combats de la guérilla en Ogaden pour justifier ces agressions contre la Somalie.

URSS

par un tribunal suisse.

Oscar Rabine, peintre et opposant au régime de Brejnev, réfugié en France depuis le début de l'année, a été déchu de sa citoyenneté soviétique, comme l'avait été le violoniste Rostropovitch.

SUISSE

Gabrielle Krocher-Tiedemann et Christian Mueller, suspects d'appartenance à la «Faction Armée Rouge» et accusés d'avoir blessés deux douaniers, ont été condamnés jeudi à 15 et 11 ans de prison

INDE

Le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Santé du gouvernement Desai viennent de démissionner. Ils se rapprochent notamment au gouvernement de ne pas entreprendre de poursuites judiciaires contre Indira Gandhi et son entourage. Cette crise est révélatrice de la fragilité du parti Janata, coalition électorale assez hétéroclite qui a renversé l'année dernière le régime d'Indira Gandhi.

URSS-USA HORS DE LA CORNE DE L'AFRIQUE !

ADDIS - ABEBA : LE «SOCIALISME» DE LA TERREUR (1)

● Ordre donné par la junte de «tirer à vue sur tous ceux qui incitent à des grèves» — désormais interdites — de «détruire la résistance des jeunes opposants partout où elle se manifeste», exécutions sommaires de travailleurs «soupçonnés» de sympathies pour l'«opposition» au régime, et dont les corps sont exposés «pour l'exemple», membres des «comités de quartier» assassinés, parce que eux aussi «soupçonnés», quartiers assassinés, parce que eux aussi «soupçonnés», notamment par les milices de ces comités, que les Allemands de l'Est se sont faits une spécialité de former : le tableau de la terreur et de la délation à Addis-Abeba est impressionnant. Car le «socialisme du napalm» selon l'expression employée par les combattants érythréens pour désigner l'actuel régime éthiopien, dont ils subissent la politique de génocide, est aussi le «socialisme de la terreur» contre le peuple éthiopien. C'est ce «socialisme» là que Moscou entend soutenir à fond, pour disposer en Éthiopie d'un important point d'appui à sa politique africaine. Et c'est pour justifier l'envoi dans la Corne de l'Afrique de milliers de mercenaires cubains, destinés à servir la poussée soviétique dans cette région du monde, que Castro a «reconnu» en mai 77, au leader du «socialisme» éthiopien, Mengistu, celui qui a érigé le terrorisme contre son peuple en institution d'État, d'«exceptionnelles qualités révolutionnaires».

«Nous comprenons parfaitement que les mesures progressistes que vous avez prises rencontrent une réaction violente des forces réactionnaires de l'intérieur et nous nous réjouissons de voir que, dans ces affrontements furieux avec elles, vous remportez de nouvelles victoires», c'est en ces termes que les maîtres du «socialisme du goulag» accueillaient voici un an, à Moscou, le chef du régime éthiopien que la Pravda félicitait de son côté d'avoir su prendre «des mesures décisives pour nettoyer le pays des éléments défaitistes». Au même moment, on «nettoyait» en effet à Addis Abeba : des centaines d'étudiants progressistes, manifestant pour les libertés démocratiques, tombaient sous les rafales de mitrailleuses, tandis que quelques jours plus tard, les cortèges de milliers de personnes suivant les cercueils des victimes, étaient dispersés par le passage en ras-mottes des chasseurs de l'armée de l'air éthiopienne.

L'ENCADREMENT FASCISTE DES MASSES

Outre l'armée, les artisans de cette sanglante répression furent les «fameuses» milices des «comités de quartier», ou «kébéls», devenus des instruments de la junte pour imposer un encadrement fasciste des masses populaires. Ces comités qui quadrillent les îlots d'habitation à Addis Abeba et dans les autres villes importantes, surveillent en effet les faits et gestes de la population et se chargent des expéditions punitives contre tout opposant. Dès novembre 76, le PRPE (Parti révolutionnaire du peuple éthiopien), alors une des principales organisations révolutionnaires en lutte contre le régime, dans la capitale, mais qui, malgré sa clandestinité, a depuis subi de lourdes pertes, écrivait : «Aujourd'hui, la junte avance dans son plan de contrôle total de tous les aspects de la vie et des activités de la population par la mise en place d'un État policier efficace.

Dans ce but, elle s'efforce de contrôler les comités de quartier et les associations de paysans afin d'en faire des agences de renseignements. Déjà, la purge dans les comités de quartier bat son plein. La junte manigance avec précipitation pour truquer les élections de quartier en fa-

veur de ses propres partisans et mercenaires. Une fois qu'elle contrôle les comités, la junte vise à en faire des organisations policières qui contrôlent et encadrent la population du quartier. Le même sort est réservé aux associations paysannes dans les campagnes». On conçoit que les tenants du social-fascisme soviétique s'accrochent fort bien d'une telle conception des «organisations de masse», dénoncée ici. D'autant que les «conseillers» soviétiques interviennent directement dans l'organe suprême qui coiffe tous les «kébéls» et qui permet d'exercer un contrôle à vaste échelle de la population. Le fonctionnement actuel de ces «comités de quartier» va de pair avec la mise en place d'organisations «verticales» dont des «syndicats», chargés d'appliquer dans les entreprises, les consignes de la junte. Ceci après que les syndicats qui avaient joué un rôle essentiel de mobilisation des masses pour la destruction du vieux régime féodal de Haïlé Sélassié, aient été dissous et remplacés, par exemple par le «Syndicat des travailleurs d'Éthiopie» (A.E.T.U.) qui, dans une résolution, a appelé à «accroître la production et à travailler les jours fériés, pour nourrir les familles de ceux qui sont engagés en Érythrée».

LA «REVOLUTION CONFISQUÉE»

Cette évolution est l'histoire d'une «révolution confisquée» qui commence en février 74. Ce mois fut marqué en effet en Éthiopie par le début d'un gigantesque soulèvement populaire contre le vieux régime, déjà très affaibli par les coups que lui avait portés la guerre de libération du peuple érythréen. Dénonçant la monarchie féodale, exigeant l'instauration des libertés démocratiques, le peuple éthiopien en révolte imposa rapidement la chute de Haïlé Sélassié. Dans les campagnes, les paysans, soit 90 % de la population, se dressaient avec violence contre les féodaux, en exigeant : «La terre à celui qui la cultive». Simultanément, retentissait dans les manifestations populaires, le mot d'ordre : «A bas l'impérialisme US» fustigeant ainsi la mainmise — alors prédominante — de la superpuissance américaine. Mais, la junte militaire qui succéda à l'empereur Sélassié, prit le pouvoir pour

entraver ce vaste mouvement révolutionnaire du peuple éthiopien dirigé contre le féodalisme et l'impérialisme, et le détourner à son profit. N'entendant nullement donner le pouvoir au peuple, la junte allait au contraire exercer contre lui une répression de plus en plus ouverte et terroriste, et devenir le terrain propice à la constitution de factions rivales que les superpuissances, profitant de l'effritement de la base sociale du régime, de son isolement croissant par rapport aux masses, allaient tenter de manipuler au profit de leurs propres intérêts.

DES SLOGANS PSEUDO-PROGRESSISTES

Évoquant le changement de régime depuis 74, «Vanguard», organe officiel du FPLE écrit : «Brisé par la force révolutionnaire du mouvement patriotique érythréen et par la résistance du peuple éthiopien, le régime féodal et décadent fut enfin jeté dans la poubelle de l'histoire. Dans le même temps, parce qu'il n'existait pas d'organisation politique assez forte pour coordonner la lutte du peuple éthiopien et la conduire à une victoire totale, une coterie d'officiers qui ont mené une carrière de mercenaires loyaux du féodalisme et de laquais dressés de l'impérialisme, ont pu usurper le pouvoir d'État (...). Tout d'abord, le DERG chercha à briser l'échine du mouvement de masse du peuple éthiopien dont les victoires incomplètes servirent d'échelle pour son ascension au pouvoir. Il piétina tous les droits démocratiques et humains du peuple, écrasa les forces démocratiques qui s'y opposeront sans merci, et établit une dictature fasciste. Il publia des déclarations et des slogans pseudo-progressistes et sans signification pour camoufler sa nature fasciste. Bien que le régime militaire fasciste ait effectué certaines réformes dans le système féodal décadent, il n'a pas résolu les problèmes fondamentaux et les questions les plus urgentes du peuple éthiopien. Au contraire, il s'est occupé de forger de nouveaux complots afin de détourner le peuple éthiopien de ses problèmes sociaux fondamentaux et urgents (...). Si le DERG était sincère dans ses appels pour l'abolition de l'oppression et de l'exploitation», ajoute Vanguard, «pourquoi alors a-t-il imposé sa dictature fasciste sur les masses éthiopiennes et continue-t-il de perpétrer une oppression, une exploitation et des injustices sans nombre contre elles?».

Seule l'aide militaire massive de l'URSS en 77 a permis au régime éthiopien de se maintenir, et de poursuivre la répression contre les masses éthiopiennes aussi bien que son escalade en Érythrée.

«RÉFORMES» DANS L'ÉTAT

C'est pour continuer cette politique, malgré l'ampleur des révoltes aux quatre coins de l'Éthiopie, que le nouveau régime a fait coexister le maintien de structures de la vieille bureaucratie impériale — avec laquelle des gens comme Mengistu, ont été longtemps liés — et la mise en place de structures nouvelles,



«Pour un gouvernement populaire civil» : c'est en manifestant ainsi contre la dictature éthiopienne que des centaines de jeunes furent massacrés en mai 77.

dites «de masse» comme les «kébéls».

Au départ, les attributions de ces associations urbaines obligatoires et de petites dimensions, étaient de percevoir les loyers, d'attribuer les maisons et de gérer le patrimoine immobilier, dans le cadre de l'application d'une loi qui «nationalisait» le sol des villes de plus de 2 000 habitants, où elle était censée mettre fin à l'énorme spéculation foncière. Tandis que les premiers kébéls se heurtaient dans leurs initiatives, à la police, leurs responsables furent élus pour la première fois en octobre 75. Une partie d'entre eux étaient alors plus ou moins influencés par l'opposition révolutionnaire, dont le PRPE. Les élections de 76 furent l'occasion pour le régime d'étendre les pouvoirs des kébéls en les dotant de milices, tout en faisant la chasse aux candidats de l'opposition, et en évinçant ou en faisant exécuter des représentants précédemment démocratiquement élus.

Le DERG et ses alliés du «bureau provisoire pour l'organisation des masses» (PO MOA), censé jeter les bases du «parti révolutionnaire d'avant-garde», s'assuraient ainsi la docilité des nouveaux bureaux des «kébéls». Sous prétexte que la «lutte contre les anarchistes» ne devait pas être «entravée par la bureaucratie», PO MOA, composé d'intellectuels qui ont beaucoup œuvré au rapprochement du DERG avec Moscou, encouragea les pires exactions des «kébéls». Les rafles, les bastonnades, les arrestations y compris de jeunes enfants, les exécutions sommaires perpétrées par les milices «kébéls» sont ainsi devenus le lot quotidien, particulièrement dans les quartiers de la capitale où les affiches portant les photos de centaines de «suspects» sont apparues un peu partout.

«LES NATIONALISATIONS DU DERG NE SONT PAS UNE ÉTAPE VERS LE SOCIALISME»

Évoquant pour nous la situation en Éthiopie (où vivent notamment dans la capitale de nombreux ouvriers érythréens, qui furent chassés de leur pays lors de son ascension forcée) la délégation du bureau politique et du Comité Central du FPLE, de passage à Paris en mars dernier, nous disait notamment :

«Nous estimons que pour arriver au socialisme, il faut passer par la révolution démocratique. Or, où en est cette révolution en Éthiopie ? Comment s'est-elle

effectuée ? Ne s'agit-il pas en réalité de la récupération d'un mouvement populaire ? Les militaires du DERG aujourd'hui au pouvoir étaient déjà hier l'outil principal de la répression contre les masses éthiopiennes. Et l'appareil de répression, avec les mêmes fonctionnaires, a été maintenu intact.

Certes, il y a eu quelques réformes mais, pour endormir un soulèvement populaire comme celui qui s'est produit en Éthiopie, il est inconcevable de ne pas faire quelques réformes. Certaines réformes entreprises par le DERG, telles que les nationalisations, ne doivent pas être taxées d'étape vers le socialisme mais, plutôt de moyen pour alimenter la répression contre les travailleurs éthiopiens et la guerre contre notre peuple. Il y a de nombreux exemples où on a nationalisé et où on a abouti à un capitalisme d'État. Nationalisation ne signifie pas socialisme. Il n'y a pas de socialisme en Éthiopie».

BREVET «MADE IN URSS»

L'absence de droits des travailleurs, la liquidation physique de toute opposition, alors que le niveau de vie diminue sans cesse, comme nous le verrons demain, caractérisent cette société que Moscou présente comme «socialiste» et où il entend tirer parti d'un développement du capitalisme d'État éthiopien, pour nouer avec lui des relations de plus en plus «privilegiées». Pour le Kremlin, qui s'oppose dans les faits au mouvement du Tiers-Monde et à ses revendications qui rejette la distinction faite dans le cadre de celui-ci, entre «pays développés» et «pays pauvres», la seule classification qui vaut est celle entre «pays réactionnaires» et «pays progressistes». Un critère déterminant aux yeux des dirigeants soviétiques, pour décerner cette dernière étiquette est la bienveillance qu'ils attendent de ces pays à l'égard de leur politique. De ce fait, un régime du Tiers-Monde qui se montre «assez docile» vis-à-vis du social-impérialisme, a toutes les chances de se voir décerner par lui un brevet de «socialisme» quel que soit le degré de misère et de répression qu'il impose aux masses. C'est ce qui arrive à l'Éthiopie.

DEMAIN,
DANS ADDIS-ABEBA
LES G'S DE CASTRO

Les liens entre le soutien à la Révolution Palestinienne et le développement de la lutte patriotique au Liban

2 - L'ÉPISODE DE LA DERNIÈRE GUERRE DU SUD

Interview des «Comités patriotiques» du Liban

Par

Yomna El Khalil

QdP - Quel travail avez-vous engagé durant la dernière guerre du sud ?

R - La guerre du sud a été une victoire pour l'OLP et les forces patriotiques libanaises. Mais les complots de l'ennemi se poursuivent. Un des complots auxquels on a dû faire face, c'est la division de la population du Sud, pour l'affaiblir et l'empêcher de lutter, pour qu'elle fasse des concessions, qu'elle demande au gouvernement d'accepter les conditions sionistes. C'est sur ce point que les sionistes et les isolationnistes ont travaillé après l'invasion, cherchant à susciter la division entre l'OLP et les masses libanaises du Sud.

UN MOUVEMENT DE FRONT UNI

Pour faire face à cela, nous avons déclenché un mouvement de Front uni contre l'invasion et l'occupation sioniste, pour :

- 1) Le retrait immédiat et total des troupes sionistes du Sud.
- 2) Qu'il n'y ait pas de discussion sur les accords entre l'OLP et le gouvernement libanais, avant le retrait sioniste.
- 3) Enfin, les Casques bleus n'ont aucune autre mission que l'exécution de la résolution 225. On prépare donc les masses à la lutte contre les Casques bleus s'ils veulent dépasser les limites de leur mission.

UNIFIER LES MASSES

Le travail d'unification a été très important dans la période, et très nécessaire : des milliers (200 000) réfugiés sont arrivés dans les villes. Il fallait conserver leur unité, car les structures d'unité précédentes ont été détruites : les villages, les familles, les comités même des villages. Nous avons appelé à un large front. On a organisé des meetings avec les autres groupes patriotiques dans tout le Liban.

QdP - Quel a été le résultat ?

R - Le résultat a été positif : le gouvernement libanais, une semaine avant sa démission, avait repris nos mots d'ordre disant que nous devons lutter actuellement contre l'occupation. Dans les villes du reste du Liban, nous avons développé un large travail de soutien aux réfugiés du sud : des médicaments, couvertures, de la nourriture, ont été collectés, et on a travaillé pour résoudre la question du logement. Nous avons engagé des discussions parmi les réfugiés pour les unifier.

MAINTENIR LES LIENS DES VILLAGEOIS ENTRE EUX

Pour cela, nous avons occupé, par exemple, dans les villes, de grands immeubles pour loger des villages entiers. C'était une con-

dition pour les maintenir ensemble. Nous avons dû faire face, pour cela, aux partis de gauche, qui ne voulaient pas que nous occupions l'Université (il y avait alors les élections de l'Union des étudiants). Pour nous, le but n'était pas l'occupation de l'Université, d'ailleurs, il n'y avait pas de cours. On voulait maintenir les réfugiés rassemblés, pour qu'ils ne deviennent pas des mendiants, car la situation économique et sociale était très difficile pour la population du Sud. Et ainsi, on pouvait faire un travail de soutien et de discussions puisqu'ils étaient rassemblés.

Ces comités cherchent à construire un large front pour mener la lutte anti-sioniste et anti-impérialiste. L'analyse que les «Comités patriotiques» font de la situation au Liban et l'activité qu'ils ont déployé et déploient, soulignent la nécessité de construire dans le monde arabe un mouvement

assemblés, chez les réfugiés regroupés. Cela s'est passé surtout à Saïda et à Beyrouth, les deux principaux foyers de réfugiés. Maintenant, le travail consiste à retourner aux villages.

Nous avons atteint un haut niveau en ceci, puis nous avons créé le Congrès Populaire du

LE RETOUR DES RÉFUGIÉS

QdP - Est-ce que les réfugiés sont retournés au Sud ?

R - Plusieurs initiatives ont été lancées pour le retour de la population. Le gouvernement libanais, lui, a lancé un appel pour le retour, sans aucune préparation, sans fournir de défense : «Ayez confiance en nous, même si vous êtes sous l'occupation.» Nous avons pris l'aspect positif de l'appel mais nous avons travaillé pour que la population

indépendant, lié à la Révolution Palestinienne, qui se trouve à l'avant-garde du mouvement de libération arabe.

Nous avons demandé à des militants des «Comités patriotiques» du Liban, de passage en France, de nous parler de l'activité de leur mouvement, nourrie par les sentiments des anti-impérialistes des masses libanaises, malgré toutes les tentatives d'isoler le Liban du monde arabe.

cher cela. Il y a des bases de combattants, libanais et palestiniens.

Il y a eu un grand mouvement de retour dans les villages évacués, même détruits. Cela d'ailleurs nous pose de nouvelles tâches, la reconstruction des villages. Un mouvement va être déclenché au niveau des étudiants pour la contribution à cette tâche.

QdP - Quel est l'avenir du Congrès ? Est-ce qu'il deviendra un mouvement structuré ?

R - Non, cela est un Congrès spécifique, créé pour une situation donnée. Nous avons l'habitude de créer de larges mouvements de ce genre. Avant la

guerre de deux ans au Liban, il y a eu le congrès national pour le soutien au sud du Liban. Il s'est dissous pendant la guerre, il fallait rassembler la population sur d'autres bases à ce moment.

POUR UNE STRUCTURATION PERMANENTE DU MOUVEMENT PATRIOTIQUE

Il y a une organisation stable, qui lance ces mouvements, c'est le «mouvement unifié des comités». Pour le Congrès populaire du Sud, il y avait d'autres groupes. Aucun parti de gauche n'y a participé, ils l'ont même attaqué. Mais pour nous, ce sont les militants du large mouvement patriotique qui se sont unifiés. Des forces militaires unifiées dans le Sud ont participé, mais aussi des gens indépendants, des religieux, des étudiants, des villageois, paysans. Il y a eu même des municipalités, des associations des villages (associations de jeunesse, par exemple). Au Liban, il y a beaucoup d'activités indépendantes des partis. Ce sont ces gens que nous avons unifiés dans le Congrès pour des tâches précises. Mais ce qui est stable, c'est le mouvement unifié des comités. Celui-ci a des liens avec d'autres groupes, le Mouvement Populaire, qui est très indépendant, qui s'appuie sur le principe de compter sur ses propres forces. Au sein du Congrès, il y avait par exemple l'Union des cellules marxistes-léninistes avec qui nous avons des liens étroits.

Le rassemblement du mouvement unifié des comités est positif. Des discussions ont lieu pour créer une structure solide qui prendrait le nom de «Mouvement de la Terre - Forces populaires libanaises». C'est un début d'unité de plusieurs comités existant partout au Liban.

(A suivre)



Sud : 3 000 délégués des villages et des familles du Sud se sont réunis pour définir un axe de lutte dans la période.

Un comité exécutif de 22 membres est issu de ce Congrès. Plusieurs commissions ont été créées : santé, défense militaire, soutien financier, logement. Par ce travail, nous avons réussi à maintenir l'unité de la population du sud, autour de la lutte. Le plan, des sionistes et des isolationnistes a échoué. C'est pour cette raison qu'ils ont tenté de créer des affrontements avec les forces syriennes dans les villes, principalement à Beyrouth, pour aggraver la situation. C'était une nouvelle tentative de complot.

QdP - Comment cela s'est passé chez les réfugiés ?

R - Au niveau de la base, des comités de village ont été créés, pour poursuivre la lutte engagée avec le Congrès populaire. Des élections ont eu lieu dans les

résiste dans les villages. Nous avons lancé un appel pour le boycott de toutes les tentatives de l'ennemi de créer une collaboration. Cela a été très positif, malgré la situation de misère des gens qui y sont retournés. Dans le village de Chaba'a, par exemple, l'ennemi apportait de la nourriture, du lait, de l'eau, mais les villageois les ont refusés. Il a ensuite apporté un camion plein de nourriture, il l'a vidé au centre du village, les villageois y ont mis le feu. Ceci a provoqué des affrontements entre les Casques bleus (norvégiens) et les sionistes, car ceux-ci continuaient à s'infiltrer dans le village.

Nous avons fait un travail de propagande et de soutien à la résistance armée qui se poursuivait au sud contre l'occupation.

Les combattants libanais, qui sont originaires des villages du sud, sont retournés dans leur village. Personne ne peut empê-

Violents affrontements à Beyrouth

Dimanche, les forces syriennes présentes au Liban, dans le cadre de la F.A.D. (Force Arabe de Dissuasion) ont poursuivi un pilonnage intensif à l'arme lourde contre les positions tenues à Beyrouth, par les milices chrétiennes de droite. C'est le parti phalangiste de Gemayel qui semble particulièrement visé, celui dont les milices avaient assassiné voici quelques jours, dans le nord du Liban, Tony Frangié, le fils de l'ancien président de la République libanaise, dont les liens avec Damas sont importants. L'intervention des syriens, venant après une série de massacres, de «règlements de comptes» au sein de la droite chrétienne, qui ont ensanglanté le Liban, ces derniers temps, indique la volonté du régime de Damas de conserver le contrôle de la situation dans ce pays, après le retrait des troupes sionistes du Sud.

Ceci intervient alors que le principe de la relance de négociations sur le Proche-Orient est à nouveau en discussion. Tandis que le vice-président américain, Mondale, était en visite à Jérusalem, une information était donnée sur une possible réunion à Londres, à la mi-juillet sous l'égide américaine, des ministres des Affaires Étrangères sionistes et égyptiens. Mais au même moment, Carter évoquait devant l'impasse actuelle, la possibilité de renvoyer les négociations «dans le cadre de l'ONU», ce qui impliquerait le retour des soviétiques dans les tractations sur le Proche Orient.

Lundi 3 juillet

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tour de France
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Un si doux visage
22 h 00 - Questionnaire : Gilbert Trigano
23 h 00 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - L'heure d'été
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La télévision d'ailleurs : Dave Allen en liberté
21 h 55 - Top club
22 h 10 - Lire, c'est vivre
23 h 05 - Journal
23 h 20 - Petite musique de nuit
23 h 25 - Fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Train d'Enfer. Film français (1965)
22 h 15 - Journal et fin

Mardi 4 juillet

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tour de France
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les deux berges. Dramatique TV
21 h 30 - Demain à ta portée. Film sur le problème des enfants handicapés
22 h 10 - Les grandes expositions : Cézanne
22 h 40 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - L'heure d'été
20 h 00 - Journal
20 h 45 - Les dossiers de l'écran : Carambolage.
Débat : Les accidents de la route
23 h 15 - Journal
23 h 30 - Petite musique de nuit
23 h 35 - Fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Lady détective entre en scène. Film anglais
22 h 15 - Journal et fin

LE BISMUTH RETIRÉ DE LA VENTE : UNE DÉCISION TARDIVE

● Le Bismuth, interdit à la vente en... septembre. Une décision bien tardive que vient de prendre la commission technique de pharmacovigilance, pour mettre fin à l'emploi d'un médicament qui causait des troubles graves sans proportion avec les améliorations qu'il était censé apporter.

Utilisé pour soigner les troubles digestifs, couramment employé, le bismuth, avait tout de même, vu son utilisation limitée, par un arrêté du ministère de la Santé en février 75, en faisant passer cette substance au tableau A, comme un produit toxique. Le 28 mars 77, un nouvel arrêté précisait : « Les spécialités pharmaceutiques et les préparations magistrales destinées à la voie orale renfermant des sels insolubles de bismuth ne peuvent être prescrites (non renouvelables) pour une période supérieure à 15

jours. Sont également fixées les obligations des prescripteurs et des pharmaciens. »

Une décision trop tardive, due à un constat alarmant : de juillet 74 à février 75, 140 cas d'intoxication au bismuth ont été recensés officiellement. Un bilan en 76 faisait état de 386 intoxications intervenues chez 294 sujets, dont 16 décès !

Gastrite, ulcère, colite, constipation chronique... les laboratoires pharmaceutiques, plus soucieux de leurs intérêts que de

ceux des malades qu'ils prétendent vouloir soigner, n'avaient cessé de vanter les avantages de ce produit « miracle ». En fait de soins, certains patients se sont vus atteints de troubles beaucoup plus graves que ceux pour lesquels ils étaient prétendument soignés.

Fatigue, maux de tête, l'intoxication par le bismuth est insidieuse. Vertiges, difficultés à suivre ou à formuler un raisonnement, troubles de la mémoire, tremblements, les dégâts du bismuth peuvent aller jusqu'au coma, à la mort.

Qu'importe pour les la-

boratoires pharmaceutiques, qui n'hésitent pas à présenter plus de 75 produits contenant du bismuth, alors que bien souvent, un simple changement de régime suffirait à une amélioration. Souvent dus aux conditions de vie et de travail qu'impose le capitalisme aux masses populaires (travail posté, difficultés affectives...), les troubles digestifs et les troubles de santé en général, sont pour le capitalisme et sa conception de la médecine qu'il impose, un nouveau terrain d'exploitation et d'expérimentation, pour la recherche du profit maximum.

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom
Profession
Adresse
Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225, 75 924 Paris Cedex 19

ABONNEZ VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F
Nom
Prénom
Adresse

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Et l'acier fut trempé

162^e épisode

De retour au sanatorium, Pavel y rencontra un vieil ami...

— Petit bonhomme n'est donc pas mort ! Alors, qu'est-ce que tu racontes de beau ? Non, tu as vraiment décidé de tomber malade ? Pour de bon ? Pas d'accord. Suis donc mon exemple. Moi aussi, les médecins me condamnaient à la retraite, et moi je continue à tenir le coup, exprès pour les embêter.

Lédénév éclata d'un rire bonhomme, où Kortchaguine décela une compassion cachée et des notes de tristesse.

Ils bavardèrent pendant deux heures. Lédénév apportait des nouvelles de Moscou. C'est par lui que Kortchaguine apprit les importantes décisions du Parti sur la collectivisation de l'agriculture, la transformation socialiste des campagnes. Il absorbait avidement chaque mot.

— Et moi qui croyais que tu te remuais quelque part dans ton Ukraine. Ce n'est vraiment pas de chance. Enfin, j'étais dans un état pire que le tien, je ne pouvais plus me lever du tout, et maintenant, comme tu peux le voir, je reprends du poil de la bête. A notre époque, on ne peut pas vivre tranquillement, en travaillant par-dessus la jambe. Impossible ! Il m'arrive de penser, je l'avoue, à prendre un peu de repos, à souffler un peu. C'est que je commence à prendre de la bouteille, et même dix-douze heures de travail me

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

fatiguent quelquefois. Mais dès que j'entreprends sérieusement de trier mes dossiers pour me décharger de certaines tâches, c'est chaque fois le même refrain. En fait de « déchargement », je m'absorbe tellement que je ne rentre pas chez moi avant minuit. Plus la machine va vite et plus les engrenages tournent rapidement ; autrement dit, chez nous, la vitesse s'accroît chaque jour, et les vieux sont obligés de vivre comme au temps de leur jeunesse.

Lédénév passa la main sur son front haut et dit avec une affection toute paternelle :

— Maintenant, parlons un peu de toi.

Il écouta le récit de Kortchaguine, qui se sentait couvé par son regard vivant, approbateur.

Un groupe de malades se reposait dans un coin de la terrasse, à l'ombre de grands arbres aux branches largement étalées. Ses sourcils touffus étroitement rapprochés, Khriassan Tchernokozov lisait la Pravda à une petite table. La chemise noire au col russe, la casquette chiffonnée, le visage maigre hérissé d'une barbe de plusieurs jours et les yeux bleus profondément enfoncés — tout trahissait en lui le vieux mineur. Depuis douze ans, cet homme appelé à diriger un vaste territoire avait posé son marteau-piqueur, mais on eût dit qu'il venait à peine de quitter la mine.

Cela se sentait dans son maintien, sa façon de s'exprimer, et même dans son vocabulaire.

Tchernokozov appartenait au bureau d'un comité territorial du Parti et était membre du gouvernement. Une cruelle affection consumait ses forces. Il avait un pied gangrené et haïssait ce membre malade qui l'avait obligé à passer près de six mois dans un lit.

En face de lui, pensive, Jiguiréva fumait une cigarette. Alexandra Jiguiréva, âgée de trente-sept ans, comptait dix-neuf ans de Parti. « Chourotchka-des-métaux » (1), comme on l'appelait à Piter (2) au temps de la lutte illégale, était presque un enfant lorsqu'elle avait connu la déportation en Sibérie.

Le troisième à la table était Pankov. Il penchait sa belle tête au profil antique sur une revue allemande, ajustant de temps à autre sur son nez des lunettes à grosse monture d'écaïlle. C'était un spectacle absurde de voir cet athlète de trente ans soulever difficilement sa jambe qui refusait de lui obéir. Mikhaïl Pankov, rédacteur, écrivain, collaborateur du Commissariat du peuple à l'Instruction publique, connaissait l'Europe et possédait plusieurs langues étrangères. Sa tête avait emmagasiné pas mal de connaissances, et Tchernokozov lui-même, si réservé qu'il fût, le considérait avec respect.

— C'est lui, ton camarade de chambre ? demanda à voix basse Jiguiréva à Tchernokozov, avec un signe de tête du côté de la voûte de Kortchaguine.

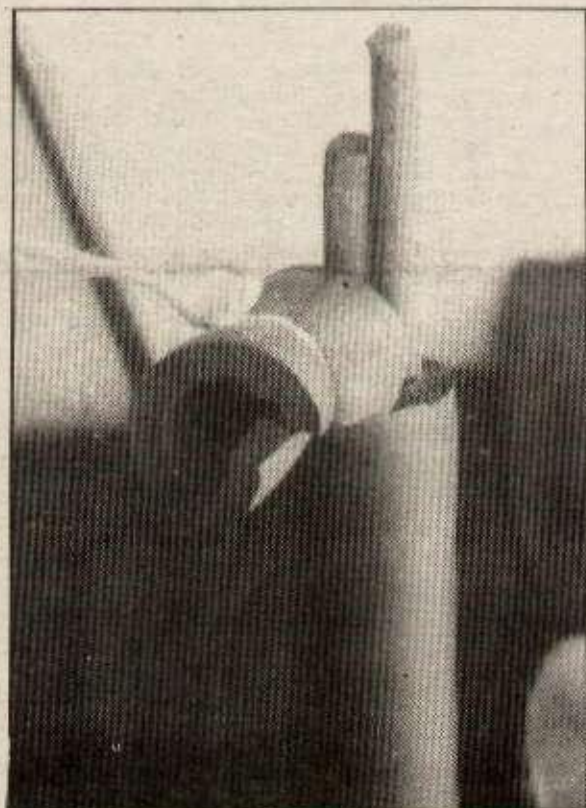
(1) Chourotchka (Choura) est un diminutif d'Alexandra. (N. d. T.)

(2) Nom familier de Saint-Petersbourg, devenu l'Étrograd, puis Leningrad. (N. d. T.)

(à suivre)

Moulinex

PAS D'ACCORD AU RABAIS



Les ustensiles pour assurer «la liberté du travail».

La solidarité s'organise avec les travailleurs de Moulinex. Dans les usines de la Région caennaise des collectes ont été prises en main. A la Saviem, près de 3 500 F ont ainsi été collectés en un après-midi. A Carrefour, les militants ont réuni 250 F.

Lundi matin, les «propositions» de la direction étaient soumises au vote dans les usines. Vendredi, les ouvriers de St Lo avaient montré ce qu'ils pensaient de ces propositions en les refusant à une très large majorité. La direction, sans même attendre l'arrivée de l'autre équipe, décidait de fermer l'usine.

Si les miettes que lâche la direction de Moulinex n'ont guère de chances de satisfaire les travailleurs, elles ont déjà entraîné des appréciations différentes de la part des syndicats. La CGT considérait dès la fin de la semaine dernière qu'il s'agissait d'un premier recul de la direction. Peut-être, mais c'est très loin de ce que demandent les grévistes. C'est le point de vue du syndicat CFDT qui jugeait les propositions «inacceptables».

Gravelines : le tribunal ordonne l'expulsion

Le tribunal a ordonné l'évacuation des piquets de grève qui, depuis jeudi dernier, contrôlent les accès du chantier de la centrale nucléaire de Gravelines. Près de 2 000 ouvriers du chantier sont en grève : ils exigent 10 % d'augmentation, une réduction d'horaires de 43 à 40 h sans perte de salaire, et l'augmentation des primes de déplacements. «Si les forces de l'ordre interviennent, la réaction ne s'arrêtera pas à la centrale. La mobilisation se fera sur tout le littoral», déclarait samedi le secrétaire de l'UL CGT de Dunkerque. Lundi matin, une manifestation était organisée pour riposter à ce jugement.

Le Quotidien du Peuple-Magazine va bientôt paraître

Les lecteurs qui veulent recevoir un ou plusieurs numéros du Magazine du Quotidien du Peuple, pour le diffuser autour d'eux cet été, doivent nous en passer commande dès aujourd'hui.

Boussac

POUR S'OPPOSER AUX DIVISIONS PRENONS LA DIRECTION DE LA LUTTE

● La lutte des Boussac a atteint un nouveau stade : «vivre et travailler au pays» n'est plus un simple mot d'ordre, mais une volonté politique collective, forgée pas à pas dans le dur combat qu'ils mènent. L'affrontement direct avec les CRS à Paris et à Saint Dié, les tentatives de division et autres menées attentistes des directions syndicales, ont conduit les travailleurs à approfondir leur réflexion et déjouer ainsi pièges et manœuvres capitulardes.

Le 29 juin, une journée de grève était organisée dans la vallée du Rabodeau, par la CGT et la CFDT. Un cortège de voitures partit de Senones vers 11 heures du matin, en direction de Saint Dié. Dans chaque localité, un court meeting était tenu. Le cortège se renforçait ainsi, de village en village. Au départ de la manifestation, partis de gauche et syndicats prenaient la parole. Piéret parlera pour ne rien dire. Staphé, adjoint PCF au maire de Senones, après une longue diatribe contre son frère ennemi du PS, épiloguera sur la relance de la consommation textile française, et conclura par un appel à consommer... des bulletins d'adhésion au PCF....

L'intervention de Romary, permanent CFDT d'Épinal, tranchait avec ces discours : sans détour, il dira aux 500 travailleurs présents : «N'attendons pas des autres ce que vous

pouvez faire vous-mêmes. Prenez vos affaires en mains, et renforcez la voie de la lutte pour faire payer à la bourgeoisie les pots cassés de sa crise».

La journée s'acheva toutefois dans la division. CGT et CFDT, tout au long des 24 heures, seront dos à dos. Au moment où les CRS investirent la sous-préfecture, occupée par les travailleurs, ces divisions se firent sentir. La riposte à la sauvage répression des flics, casqués et armés de fusils et grenades lacrymogènes, aurait pu être organisée. Le manque d'unité de l'intersyndicale laissera les travailleurs livrés à eux-mêmes, face à la violence bourgeoise. Toutes les vitres de la sous-préfecture seront certes brisées à coups de bouteilles vides, plusieurs CRS blessés. Mais au retour, la colère des travailleurs avait un goût amer, tant l'affron-

tement avec les CRS les avait surpris.

Désormais, PCF et PS sont sur le terrain. Si le PS (tendance CERES), en la personne de Christian Piéret, se contente, pour le moment, de naviguer à vue, et n'a pas encore fait de proposition, le PCF vient d'annoncer son «plan-Vosges». Il s'appuie sur son implantation dans la vallée de la Moselle, en particulier, aidé par la présence de son appareil, dans la CGT. Les travailleurs y seront de plus en plus confrontés.

DE NOTRE CORRESPONDANT DANS LES VOSGES

VENDREDI 30 : MANOEUVRES PATRONALES MISES EN ÉCHEC

Les travailleurs avaient tiré les leçons de la veille. Face à la volonté de la bourgeoisie de briser leur mouvement, ils affirmeront encore davantage la voie de la lutte offensive. Le matin, au cours des AG tant à Senones qu'à Moyennoutier, de nouvelles tentatives de division furent déjouées avec fermeté. Aux propositions du PDG du groupe Boussac d'une réunion extraordinaire du CCE, à Moyennoutier, ils opposeront une fin de non-recevoir. La réunion aura certes lieu, mais publiquement, devant les travailleurs, aux portes de l'usine. Le PDG aura recours au chantage : «Si vous refusez de reprendre le travail, vous ne serez

pas payés en juillet, et vous serez responsables de la fermeture des usines». Les travailleurs refuseront de se plier à ce chantage, et demanderont au PDG en question de retourner à Paris informer le gouvernement de leurs décisions.

1^{er} JUILLET : OCCUPONS NOS USINES. OCCUPONS LE MAGASIN BOUSSAC !

En riposte aux manœuvres patronales, les AG imposeront l'occupation des usines, et l'organisation de cette occupation, par roulements, durant les congés, pour éviter tout démantèlement des machines et des stocks. Les travailleurs de Senones proposeront d'occuper également le magasin Eco-tex appartenant à Boussac. «Ainsi, nous pourrions nous payer nous-mêmes», disent-ils. Tout porte donc à croire que les travailleurs ont pris les choses en mains. Toutefois, la vigilance s'impose. En effet, dans les AG, seuls quelques travailleurs s'expriment. Et du côté des syndicats, les divisions subsistent. Et si les directions syndicales ont dû accepter l'unité, c'est parce que les travailleurs les y obligent. Les contradictions entre le PCF et le PS, présents l'un dans la vallée de la Moselle, l'autre dans la vallée du Rabodeau, peuvent se repercuter dans les syndicats, remettant en cause la fragile unité existant entre les travailleurs des deux vallées. D'ailleurs, les tentatives de dévoiement de la lutte sont effectives : PCF, PS et MRG ont hâtivement mis en place un «comité de lutte contre les licenciements», et ce sans la participation ni la consultation des organisations syndicales. Le PCF pour sa part continue d'avanver le «plan Vosges», à savoir d'éventuelles décisions de fermer un certain nombre d'usines du groupe, et donc d'accepter des licenciements.

Face à tous ces plans, les travailleurs pourront compter sur un certain nombre de syndicalistes sincères, tant CGT que CFDT, qui, sans cesse, appuient la voie de l'offensive en s'opposant aux divisions des appareils.

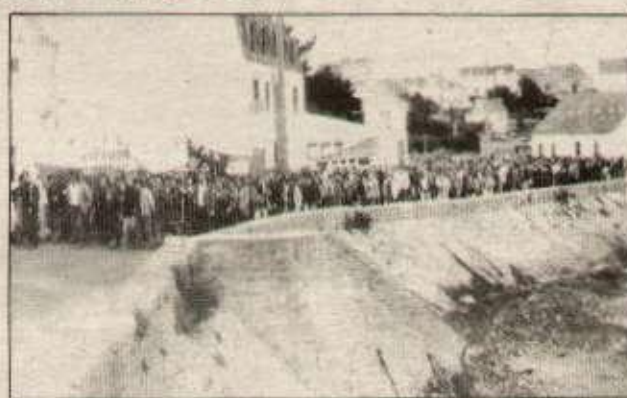
Corr.

Arsenaux PREMIER RECUL DE BOURGES MAIS LE DÉCRET DE 1951 RESTE SUSPENDU

Les 80 000 travailleurs des arsenaux en grève, pour certains depuis près de trois semaines, devaient se prononcer aujourd'hui sur les propositions du ministère de la Défense.

Les quatre fédérations syndicales ont apprécié les discussions qui viennent de se dérouler comme étant de «véritables négociations». Pourtant, la revendication principale des grévistes, celle qui a déclenché la lutte, c'est-à-dire le maintien du décret de 1951 qui garantissait l'indexation des salaires des arsenaux sur ceux de la métallurgie parisienne n'est pas obtenue. Bourges n'a pas reculé là-dessus. Il envisageait, éventuellement, un retour à son application en juin 79. On sait que déjà, il y a quelques années des promesses similaires avaient été faites... pour en arriver là où on est aujourd'hui, c'est-à-dire à la remise en cause de ces avantages acquis par les travailleurs des arsenaux.

Par contre, sur d'autres revendications, Bourges a



concedé du terrain. C'est le cas par exemple pour la prime d'insalubrité qui est majorée de 30 %. C'est le cas également pour le passage proposé de plusieurs centaines de manœuvres dans la catégorie supérieure. Également, le ministère propose de réduire la semaine de travail d'une demi-heure, la ramenant ainsi à 41 heures sans perte de salaire. Plusieurs autres avantages et aménagements sont également compris dans les propositions de Bourges.

Sans doute, ces propositions constituent un premier recul que les travail-

leurs, par leur lutte déterminée ont réussi à arracher. Mais, sur l'essentiel, sur la maintenance du décret de 1951, le ministre n'a rien voulu savoir.

A l'heure où nous écrivions, les résultats de la consultation des travailleurs n'étaient pas connus. Cependant, et malgré une tendance assez marquée des fédérations syndicales — et surtout de certaines d'entre elles — à se contenter des propositions de Bourges, les travailleurs ne semblaient pas décidés à abandonner leurs revendications principales.